

Un seul réseau pour les écoles? Impayable

L'idée de fusion de réseaux ou de régionalisation, c'est le monstre du Loch Ness de l'enseignement. Il ressort à nouveau sa tête. Il va vite replonger.

NATHALIE BAMPIS

«Je ne perds pas de vue qu'un réseau public unique, serait, à long terme, la solution. Un réseau unique qui intégrerait tout naturellement les pédagogues et responsables de réseaux actuellement présents en Fédération Wallonie-Bruxelles». Elio Di Rupo, «Nouvelles conquêtes», page 254.

Tabou numéro un. La fusion des réseaux. Le président du PS l'a jeté en pâtures à la veille de la rentrée scolaire. C'était ce lundi, jour où il a présenté son nouvel ouvrage politico-autobiographique.

La montée des libéraux Pierre-Yves Jéholet et Jean-Luc Crucke – de fervents partisans de la régionalisation de l'enseignement – au gouvernement wallon, couplée au chaos qui règne sur la composition du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et son risque de paralysie, ont fait remonter à l'avant-plan le tabou numéro deux de l'enseignement: sa régionalisation.

Les partisans du statu quo de ces deux dossiers, soit la quasi-totalité du cdH, de DéFI, d'Ecolo, mais aussi une partie du MR et du PS, doivent-

ils paniquer? Que nenni. Pourquoi?

Prenons d'abord la fusion des réseaux. Elle semble la solution idéale aux maux dont souffre l'enseignement. En fusionnant, on met fin de facto aux concurrences stériles (combien d'écoles n'ont-elles pas été ouvertes dans le seul but de faire la nique à l'école d'en face, gérée par le réseau concurrent), on rationalise (et donc on fait des économies), on harmonise, on rend plus facile la mobilité des enseignants.

Sauf que... Les économies sont un leurre, à en croire les spécialistes. Car fusionner les réseaux reviendrait, d'une part, à devoir racheter toutes les infrastructures détenues par les pouvoirs organisateurs du réseau libre. Coût estimé? 8 à 10 milliards d'euros. D'autre part, cette fusion entraînerait une harmonisation du subventionnement des

écoles. Il diffère selon les réseaux. Si celui de la FWB subventionne l'élève à 100%, l'officiel subventionné perçoit 75%, et le libre subventionné... 62%. La différence ne touche pas les salaires des enseignants, mais les frais de fonctionnement de l'école. En outre, les réseaux officiels reçoivent l'aide de leur PO (communes, provinces ou FWB) pour l'entretien des bâtiments, les garderies etc. Pas le libre, qui doit tout financer sur fonds propres. Fusionner coûterait donc entre 500 et 600 millions d'euros supplémentaires par an au bud-

get de la FWB... Facture salée, donc. Qui explique en partie la réticence des partis à s'engager dans cette voie. Elio Di Rupo ne s'y trompe pas quand il évoque une telle piste «à long terme».

Une autre solution serait de travailler dans le sens inverse. On ne crée pas un seul grand réseau public, chapeauté par la FWB, mais on casse le modèle, on crée un seul grand réseau «libre». Chaque école est subventionnée de la même manière, chacun choisi d'organiser le type d'enseignement qu'il désire (confessionnel ou non, c'est inscrit dans la Constitution et elle ne changera pas de sitôt...) et adopte les méthodes de gestion du libre. Financièrement, cela tiendrait la route. Idéologiquement, c'est autre chose...

La solution intermédiaire? C'est celle sur laquelle tous sont d'accord, et qui est inscrite dans le Pacte d'excellence. Renforcer les synergies et collaborations entre réseaux.

Et si on régionalisait?

Prenons ensuite la régionalisation. Ses partisans – on y retrouve aussi au PS Paul Magnette, Jean-Claude Marcourt, Christophe Collignon – estiment que, vu les réalités socio-économiques différentes à Bruxelles et en Wallonie, les remèdes à appliquer pour avoir un meilleur niveau de performance sont différents.

Mais aussi que cette régionalisation permettrait de mieux lier les politiques d'enseignement, de formation et d'emploi.

Le président de DéFI, Olivier Maingain, dit ne pas voir en quoi cette régionalisation «rendrait plus efficaces les politiques de l'enseigne-

ment. Le problème de l'efficacité de l'enseignement n'est pas institutionnel mais pédagogique», dit-il. Un avis partagé au sein du cdH, mais aussi par d'autres élus MR (comme Françoise Bertiaux, plutôt opposée à cette idée).

L'autre obstacle à cette régionalisation, c'est la crainte d'ouvrir la boîte de Pandore d'une réforme de l'État (indispensable au transfert des compétences). Le rêve de Bart De Wever, en somme... Maingain parle de tohu-bohu institutionnel si on s'engage sur cette voie. Il demande d'ailleurs de pérenniser la situation actuelle jusqu'en 2029 au travers d'un pacte entre francophones.

Maintenir la FWB et sa compétence principale, l'enseignement, c'est aussi garantir le lien entre les francophones de Wallonie et de Bruxelles. Un lien jugé essentiel.

Et donc sur ce point aussi, dans les partis, on plaide (officiellement) pour le statu quo. Au PS, les débats menés dans le cadre du Chantier des idées évoquent malgré tout une «fédération-région» de l'enseignement qualifiant uniquement. Voire, sa régionalisation...